

La Gauche européenne s'adresse à vous : Ensemble, pour rendre possible une autre Europe, rejetons le traité constitutionnel.

Le Parti de la gauche européenne, qui réunit sur notre continent européen des partis politiques de gauche aux situations, aux histoires, aux valeurs diverses (1), vous appelle, citoyennes et citoyens de l'Union, à rejeter le «traité établissant une Constitution pour l'Europe».

Dans chacun de nos pays se mènent des politiques de casse de l'emploi et des droits sociaux et démocratiques, de déconstruction des solidarités au profit de la concurrence et du marché. Cette offensive destructrice est dictée par les directives et les institutions actuelles de l'Union européenne.

Or, le traité proposé inscrit toutes ces dispositions dans la future Constitution européenne. Il les transforme en principes constitutifs de l'Union et prétend ainsi condamner durablement ses peuples à une société de plus en plus dure et inégalitaire.

L'adoption de ce traité fermerait du même coup les portes à l'autre Europe possible, rompant avec les politiques libérales actuelles, portée sur tout le continent par les exigences de grandes mobilisations sociales, altermondialistes, féministes, pacifistes.

La convocation d'un référendum sur ce projet de traité constitutionnel est une demande clé pour les peuples de tous les pays de l'Union européenne. Notre non donnerait plus de force à celles et ceux qui se dressent contre l'injustice et le mépris. Il serait un point précieux en faveur d'alternatives de gauche. Il imposerait la nécessité d'un autre traité, donnant ses fondements à l'autre Europe que nous voulons ensemble :

Nous voulons une Europe de la solidarité, de l'harmonisation par le haut des droits sociaux permettant un progrès partagé, et non pas d'un traité qui oppose les Européens entre eux et organise les délocalisations et la régression sociale.

Nous voulons une Europe de l'emploi et du développement humain, et non pas d'un traité qui donne tout le pouvoir sans contrôle à une Banque centrale au seul service des marchés financiers, qui oblige à la baisse des dépenses publiques et ne reconnaît même pas le droit à l'emploi.

Nous voulons une Europe qui assure un accès égal à la santé, à l'éducation, au logement, à l'eau, à l'énergie, aux transports, à la culture, à l'information, et non pas d'un traité qui en fait des marchandises et condamne les services publics.

Nous voulons une Europe de droits et de pouvoirs élargis pour ses citoyennes et ses citoyens, et non pas d'un traité qui énonce des principes en recul sur les acquis des salariés, des femmes, des migrants dans la plupart des pays européens et qui les soumet au respect de la loi de la «concurrence libre et non faussée».

Nous voulons une Europe de la paix, de l'écologie, de la fraternité avec tous les peuples du monde, agissant contre les guerres et pour la solution des conflits, dégagée de l'influence de l'OTAN, et non pas d'un traité qui inscrit cette influence dans la Constitution et préconise le développement de l'armement.

Rejeter ce traité constitutionnel, ce ne sera pas «le chaos» : ce sera donner sa chance à l'Europe en ouvrant la voie à un nouveau traité, rompant avec les institutions et les politiques ultralibérales actuelles. Nous vous appelons à agir en ce sens. C'est le seul choix porteur d'avenir, puisqu'il porte en lui un projet de justice, de liberté, de paix, l'exigence que plus rien ne se fasse en Europe sans et contre ses peuples. ■

(1) **Allemagne** : Parti du socialisme démocratique (PDS); **Autriche** : Parti communiste d'Autriche (KPÖ); **Espagne** : Gauche unie (IU); Parti communiste d'Espagne (PCE); Gauche unie et alternative (IUIA) de Catalogne; **Estonie** : Parti de gauche d'Estonie (ELP); **France** : Parti communiste français (PCF); **Grèce** : Coalition de la gauche, des mouvements et de l'écologie (Synaspismos); **Hongrie** : Parti du travail (Munkaspart); **Italie** : Parti de la refondation communiste (PRC); **Roumanie** : Parti de l'alliance socialiste (PAS); **Saint-Marin** : Refondation communiste de Saint-Marin (RCS); **Suisse** : Parti suisse du travail (PST/POP); **République tchèque** : Parti du socialisme démocratique (SDS).